

BUREAU D'ARBITRAGE DES CHEMINS DE FER DU CANADA

CAUSE N° 2355

entendue ... Montr,al, le mercredi 14 avril 1993

et int,ressant

CHEMIN DE FER QU•BEC NORTH SHORE & LABRADOR

et

TRAVAILLEURS UNIS DES TRANSPORTS

LITIGE :

Application de la lettre d'entente #22 -- Certificat m,dical

EXPOS• CONJOINT DU CAS :

L'Union pr,tend que le Chemin de fer a viol, la lettre d'entente #22 en demandant un certificat m,dical ... des employ,s absents pour quatorze (14) jours ou moins et que ces absences ne sont pas abusives.

Le Chemin de fer rejette le grief et maintient qu'un certificat m,dical peut ^tre demand, lorsque l'absence ou les absences sont jug,es abusives en conformit, avec la lettre d'entente #22.

POUR LE SYNDICAT :

POUR LA COMPAGNIE :

(SGN) B. ARSENAULT

(SGN) A. BELLIVEAU

PR•SIDENT G•N•RAL

G•RANT -- RELATIONS / EMPLOY•S

Repr,sentaient la Compagnie :

R. Monette

Conseiller juridique, Montr,al

A. Belliveau

G,rant, Relatins syndicales, Sept-Iles

R. L. Plourde

Surintendant, Transport et trafic,  
Sept-Iles

Et repr,sentaient le Syndicat :

R. Cleary

Conseiller juridique, Montr,al

B. Arsenault

Pr,sident g,n,ral, Sept-Iles

# SENTENCE ARBITRALE

La lettre d'entente no. 22 se lit comme suit :

QQINDENT Le chemin de fer n'obligera pas un employé, d'clar, en absence maladie, pour quatorze (14) jours au moins, de se procurer une attestation m,dicale pour chacune de ces absences ... moins que celle-ci soit abusive.

QQINDENT Les employé,s inscrits en maladie pour plus de quatorze (14) jours doivent soumettre un certificat m,dical au bureau du terminus avant d'avoir le droit de s'inscrire disponible.

La preuve ,tablit que lors de certain jours f,ri,s la compagnie ... exig, une attestation m,dicale de tous les employé,s qui se d,claraient malade pour la journ,e en question. D'aprřs l'arbitre, le libell, de la lettre d'entente ne permet pas ... l'employeur d'imposer la pr,somption qu'une absence est abusive en se basant sur le seul fait que l'employé, est absent ... l'occasion d'un jour de cong,. Dans certaines conventions collectives les employeurs se r,sřrent le droit d'exiger une preuve m,dicale pour toute pr,tendue absence de maladie ... l'occasion d'un jour f,ri,. La lettre d'entente no. 22 ne donne pas un tel droit. Au contraire, elle exige, d'une faon implicite, qu'il y ait au moins une base raisonnable pour soupçonner qu'une absence pour maladie est abusive avant de permettre ... la compagnie d'exiger une attestation m,dicale. La simple coïncidence de l'absence et d'un jour de cong, n'est pas suffisante pour ,tablir qu'une absence est "abusive" au sens de la lettre d'entente.

Pour ces motifs, le grief est accueilli. L'arbitre d,clare que la politique ,nonc,e par la Compagnie, ... l'effet que tous les employé,s absent pour maladie ... l'occasion d'un cong, sont oblig,s de pr,senter une attestation m,dicale est incompatible aux dispositions de la lettre d'entente no. 22 et de la convention collective.

16 avril 1993

MICHEL G. PICHER

ARBITRE